

« *Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté - Synthèse à l'intention des décideurs* ».

Un résumé des conclusions

Investir seulement 2 % du PIB mondial dans dix secteurs clés permettrait d'impulser la transition vers une économie à faible émission de carbone où les ressources sont utilisées de façon plus rationnelle. Le nouveau rapport du PNUE démontre que la transition vers une économie verte est possible si l'on investit 2 % du PIB mondial par an (soit actuellement environ 1 300 milliards d'euros) d'ici à 2050, dans la transformation verte des secteurs clés que sont l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la pêche, la foresterie, l'industrie manufacturière, le tourisme, le transport, l'eau et la gestion des déchets. Toutefois, ces investissements doivent être accompagnés de réformes politiques nationales et internationales.

Conduit par des experts mondiaux et des institutions issues à la fois de pays développés et en développement, ce rapport qui arrive à point nommé confirme que la croissance économique et la durabilité environnementale ne sont pas incompatibles sous un scénario d'économie verte. À l'inverse, ce modèle crée des emplois et des avancées économiques tout en évitant d'importants inconvénients tels que les effets du changement climatique, une plus grande rareté de l'eau et la perte de services écosystémiques.

Une économie plus verte ne génère pas seulement de la croissance, notamment en termes de capital naturel, mais elle produit également une croissance plus importante du PIB et du PIB par habitant. L'exercice de modélisation du présent rapport indique qu'un scénario d'investissement vert permettrait d'obtenir des taux de croissance annuels plus élevés que le maintien du *statu quo* dans les 5 à 10 années à venir. Cette croissance économique est caractérisée par un découplage significatif des impacts environnementaux et une baisse projetée du ratio mondial « empreinte écologique / biocapacité », passant de 1,5 aujourd'hui à moins de 1,2 à l'horizon 2050 (et s'approchant du seuil de durabilité de 1), alors que ce ratio atteindrait 2 avec le maintien du *statu quo*.

La demande mondiale en énergie augmenterait quelque peu mais retrouverait les niveaux actuels en 2050, ce qui représente environ 40 % de moins que les prévisions du scénario de *statu quo*, notamment grâce à des progrès importants en termes d'efficacité énergétique. Le scénario d'investissement vert devrait réduire les émissions de CO₂ liées à l'énergie d'environ un tiers d'ici 2050 par rapport aux niveaux actuels. La concentration atmosphérique des émissions de CO₂ devrait se maintenir en-dessous de 450 ppm d'ici à 2050, un niveau indispensable pour obtenir une probabilité raisonnable de limiter le réchauffement climatique à 2° C.

Une économie verte investit dans le capital naturel et le valorise. Un quart des investissements verts analysés (0,5 % du PIB, soit 325 milliards d'USD) serait alloué aux secteurs basés sur le capital naturel : foresterie, agriculture, eau douce et pêche. La valeur ajoutée dans l'industrie forestière augmenterait d'environ 20 % en 2050 par rapport au maintien du *statu quo*. Les investissements dans l'agriculture verte, à hauteur de 100 à 300 milliards d'USD par an entre 2010 et 2050, auraient pour conséquences à long terme l'enrichissement des sols et une hausse des rendements mondiaux des principales cultures supérieure de 10 % à ce que permettent les stratégies d'investissement actuelles. L'efficacité accrue des secteurs agricole, industriel et municipal réduirait la demande en eau d'environ un cinquième par rapport aux estimations d'ici 2050, ce qui relâcherait la pression sur les nappes phréatiques et les eaux de surface à court et long terme.

L'économie verte peut contribuer à lutter contre la pauvreté. Il existe un lien fort entre la réduction de la pauvreté et la gestion judicieuse des ressources naturelles et des écosystèmes en raison des avantages que les populations pauvres tirent directement du capital naturel. Cela est particulièrement important dans les pays à faible revenu où les biens et services environnementaux

constituent une composante majeure des moyens de subsistance des communautés rurales pauvres et les protègent en cas de catastrophes naturelles et de crises économiques.

La transition vers une économie verte crée de nouveaux emplois qui, au fil du temps, excèdent les pertes d'emploi dans l'« économie brune ». Cela est particulièrement vrai dans l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la foresterie et les transports. Néanmoins, dans les secteurs où les ressources sont en grave déclin comme la pêche, la mutation obligera à une perte de revenus et d'emplois à court et moyen terme pour reconstituer les réserves naturelles, ceci afin d'éviter une perte définitive de revenus et d'emplois dans ces mêmes secteurs. Il peut aussi être nécessaire d'investir dans la requalification de la main-d'œuvre et l'acquisition de nouvelles compétences.

Il est essentiel d'accorder la priorité aux dépenses et investissements publics dans les domaines qui favorisent la conversion écologique des secteurs économiques. La réforme des subventions coûteuses et néfastes, dans l'ensemble des secteurs de l'économie, libérera des ressources pour la transition verte. Supprimer certaines subventions dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de la pêche et de l'agriculture permettrait d'économiser chaque année entre 1 et 2 % du PIB mondial. Les aides à la pêche par exemple, estimées à 27 milliards d'USD par an, provoquent plus de dommages que de gains à long terme sur les économies nationales et le bien-être social. En 2008, les prix et la production de combustibles fossiles bénéficiaient de subventions d'un montant collectif supérieur à 650 milliards de dollars, soit un niveau non incitatif à l'adoption d'énergies renouvelables.

Le recours à des dispositifs tels que les taxes, les incitations et les permis négociables est essentiel pour promouvoir l'investissement et l'innovation écologiques, mais il faut aussi investir dans la formation, l'éducation et le renforcement des capacités. Il est également important de renforcer la gouvernance internationale et les mécanismes mondiaux qui soutiennent la transition. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) fournira en 2012 une occasion précieuse de fixer une nouvelle orientation pour un monde plus durable, plus juste et plus sûr.

Le niveau de financement requis pour la transition verte est important, mais d'un ordre de grandeur moindre que l'investissement mondial annuel. À cet égard, il convient de noter que les 2 % de PIB mondial modélisés dans ce rapport ne sont qu'une fraction de la formation brute mondiale de capital (qui s'élevait à environ 22 % du PIB mondial en 2009). Cette somme peut être mobilisée par des politiques publiques intelligentes et des mécanismes de financement innovants. La croissance rapide des marchés financiers, l'intérêt croissant du marché pour les initiatives vertes et l'évolution des instruments alternatifs tels que la finance du carbone et la micro finance, ouvrent des perspectives de financement à grande échelle pour une transformation économique mondiale. Toutefois, ces montants sont encore modestes comparés à l'ensemble des volumes requis, et ils doivent être renforcés d'urgence.

La mutation vers une économie verte est en train de se produire à une échelle et à un rythme sans précédents. En 2010, on s'attend à ce que les nouveaux investissements dans l'énergie propre atteignent des sommets à 180-200 milliards d'USD, contre 162 milliards en 2009 et 173 milliards en 2008. Les locomotives de la croissance sont de plus en plus des pays non membres de l'OCDE (en particulier le Brésil, la Chine et l'Inde), dont la part de l'investissement mondial dans les énergies renouvelables est passée de 29 % en 2007 à 40 % en 2008.

L'économie verte peut générer autant, voire plus, de croissance et d'emploi que l'économie brune, et donne de meilleurs résultats que celle-ci à moyen et long termes, tout en offrant beaucoup plus d'avantages environnementaux et sociaux. Cependant, une telle transition n'est pas sans présenter des risques et des défis, depuis le « verdissement » de secteurs traditionnellement « bruns » jusqu'à la satisfaction de la demande sur un marché en évolution rapide, dans un monde confronté à la nécessaire limitation des émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi les dirigeants mondiaux, la société civile et les principales entreprises doivent s'engager à repenser et redéfinir collectivement les mesures traditionnelles de la richesse, de la prospérité et du bien-être. En tout cas, il est clair que le risque majeur serait dans le maintien du *statu quo*.